

WeCitizens – WijBurgers – NousCitoyens ASBL

FONDATEURS

- Alloo, Michel, ex-Head of Tax d'Umicore
- Coomans, Michel, ex-fonctionnaire à la Commission européenne
- Darchambeau, Pierre, Associé-gérant de Darco Network sprl
- de le Court, Jean-Charles, Gérant de Delta-lux Consult
- Derudder, Vincent, CEO Nucleus, Secr.gén. Fédération Européenne des Courtiers et Intermédiaires Financiers (FECIF)
- d'Oultremont, Comte Rodolphe, Administrateur délégué de Gesti Conseils, Trésorier de l'Institut Professionnel des agents Immobiliers (IPI)
- Ghymers, Christian, Professeur d'Université, ancien fonctionnaire européen
- Grupp, Walter, avocat, Directeur chez Taxpayers Association of Europe (TAE)
- Hambye, Francis, ex-Secr. Gén. du Ministère wallon de l'Équipement et du Transport (M.E.T.)
- Havaux, René, Adm. Dél. à la Banque Delen
- Lasserre, Christian, Professeur honoraire de l'ULB, Adm.dél. de CLI S.A.
- Leduc, Chevalier Jacques, compositeur, membre de l'Académie Royale de Belgique, ex-Président de SABAM et du Cercle Gaulois.
- Lemaire, Yves, Président de la S.A. Gallia Belgique

FONDATEURS

- Moreau, Marc, ex-Directeur de banque
- Mossiat, Pierre, CEO de « strictlyconfidential international » (éditions musicales)
- Pinon, Jean-Paul, ex-Directeur à la Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz (CREG), ex-Adm.dél. de la S.A. Amasco
- Polet, Jean-Marie, ex-Vice-prés. d'IBM-Belgium ; ex- Président de Cime Group
- Remy, Adelin, Président d'Agefi (Le Journal Financier de Luxembourg)
- Rohde, Dominicus, Président de Schengen Peace Foundation
- Scokaert, Pierre, ex-Président de TPF-group et d'Amasco S.A., ex-Adm.dél de Cofatech Belgique (pôle Services de Gaz de France), Adm.dél de Stelimmo SA et Stock Engineering SA
- Seys, Etienne, tax manager chez d'Ieteren
- Siaens, Alain, Président du Conseil d'Administration de la Banque Degroof, Président du Cercle Gaulois
- Van Cauter, Willem, Associé-Gérant de Van Cauter - Saeys & CO (réviseurs d'entreprises)
- Wilberz, Éric, Conseiller en chef à la CREG
- Willocx, Olivier, Adm. Dél. de la Chambre de Commerce & Union des Entreprises de Bruxelles (BECI)
- Wilmet, Francis, réviseur d'entreprises, expert comptable et financier.

- Constats et défis
- Solutions : considérations de fond
- Solutions : la boussole électorale
- Solutions : l'observatoire citoyen
- Charte de l'ASBL NousCitoyens
- Avantages particuliers de NousCitoyens
- Perspectives

Constats et défis

- Difficultés pour l'électeur:
 - de s'identifier avec un parti
 - de sanctionner le parti en cas de problème
 - de défendre une opinion qui ne soit pas « politiquement correcte »
 - de trouver le candidat avec la plus grande proximité politique
 - de juger la valeur (intégrité, compétence) d'un candidat.
- Sentiment que des mandataires publics cherchent leur propre intérêt, avant celui du citoyen:
 - Il existe dans la population une peur de contrarier les dirigeants: peur (justifiée?) de subir des représailles.
 - Les abus de pouvoir sont rarement dénoncés; une fois dénoncés, ils ne sont pas toujours sanctionnés.
 - Malgré tout, il y a eu plusieurs responsables politiques condamnés pour corruption, abus de biens sociaux, etc.
 - 34% des belges pensent que la promotion des fonctionnaires ne se fait pas toujours au mérite.
 - Il y a de nombreuses façons d'abuser du pouvoir en toute légalité.

Constats et défis (suite)

- Lacunes dans la gestion publique:
 - Nous ne nous prononçons pas sur les causes
(incurie, incompetence, corruption, agendas cachés, ...)
 - Rapport qualité/coût insuffisant
P.ex. le rapport Pisa qui classe l'enseignement francophone en Belgique comme un des plus mauvais de l'OCDE, tandis que le coût par élève est le plus élevé.
 - Service lacunaire
P.ex. retard judiciaire, vols de vélos, impunité des délinquants, retard dans la construction du RER, sécurité et ponctualité des trains, retards dans la délivrance d'autorisations administratives, etc.
- Démagogie:
 - Clientélisme
 - Discriminations
 - Certains mandataires politiques présentent le service public comme une faveur à leurs protégés
 - Promesses électorales:
 - Peu d'informations sur le degré d'accomplissement des promesses électorales
 - Absence de sanction du citoyen pour promesses non-tenues → surenchères de promesses

Constats et défis (suite)

- Déficit démocratique:
 - Faible impact des votes de préférence
 - Impossibilité de referendum d'initiative populaire
 - Désaffection des citoyens pour la politique
 - Indépendance de la presse?
 - Perte de confiance dans la classe politique:
 - Exprimée par des sursauts spontanés: les « Indignés », ...
 - Transparency International, etc.

Solutions : considérations de fond

Pour un service public de qualité, il faut:

- Une régulation de qualité (règlements, procédures, contrôles, simplicité administrative)
- Une culture de service.

Pour une nouvelle culture :

- Cultiver le dévouement (conscience professionnelle)
implique une forme d'idéalisme: ceci dépasse le cadre de notre projet
- Spontanément les gens préfèrent leur intérêt personnel à l'intérêt général
Réduire l'écart entre les deux à l'aide de la transparence :
quiconque se sent observé, se comportera mieux

Transposition aux responsables politiques

- Importance de l'intégrité des responsables politiques:
si vous votez pour un candidat qui a promis exactement ce que vous souhaitez,
mais qu'il n'est pas intègre....
- Fournir aux électeurs des outils les aidant à trouver/reconnaître les
candidats les plus méritants.

Solutions: la boussole électorale

- Principe
 - Mise au point d'un questionnaire (permettant d'établir le profil politique)
 - Les candidats remplissent le questionnaire
 - L'utilisateur remplit le même questionnaire sur Internet
 - L'ordinateur fait le 'matching' (donne un score à chaque candidat), classe les candidats dans l'ordre de proximité politique et envoie sa liste à l'utilisateur
 - La boussole peut être couplée à un répertoire politique
- Popularité des boussoles électorales
 - Une boussole électorale ('stemwijzer') proposée par ProDemos aux Pays-Bas a été visitée 4,85 millions de fois.
 - La boussole www.smartvote.ch, plus complète, devenue traditionnelle en Suisse, a été consultée 1,1 millions de fois.
 - L'outil a été introduit en Flandres par : VRT + De Standaard
 - Autres pays européens où l'outil existe: Parlement européen (www.EUprofiler.eu), Allemagne, France, Pologne, Luxembourg

Questionnaire

1. Etat social & famille (0/4)

Catégories

Question par question

1. Êtes-vous favorables à une hausse de l'âge de la retraite pour les hommes et les femmes (p. ex. à 67 ans)?



Oui

Plutôt oui

Plutôt non

Non

Pas de réponse

Pondération



2. Approuveriez-vous l'introduction d'indemnités journalières dégressives dans le cadre de l'assurance chômage (c'est-à-dire que le montant de l'indemnité journalière diminue au fur et à mesure que la durée du chômage augmente)?



Oui

Plutôt oui

Plutôt non

Non

Pas de réponse

Pondération



3. Un congé parental de 24 semaines doit-il être instauré en plus de l'assurance maternité existante?



Oui

Plutôt oui

Plutôt non

Non

Pas de réponse

Pondération



J'aimerais soutenir smartvote:



159

Remarque

- Afin de pouvoir établir une recommandation de vote, vous devez répondre à au moins une question.
- La recommandation de vote sera plus précise si vous répondez à un grand nombre de questions.
- Si vous désirez en savoir plus sur une question, cliquez sur information. Des informations supplémentaires ainsi que des arguments pour et contre seront alors affichés.
- Vous avez aussi la possibilité de pondérer vos réponses. La pondération sera prise en compte lors du calcul de la recommandation de vote.

Explications Pour / contre

Question: L'acquisition d'une propriété d'habitation habitée par le propriétaire lui-même doit-elle être encouragée de manière plus importante grâce à des déductions d'impôts pour l'épargne logement?

Actuellement, deux initiatives populaires veulent avantager au niveau fiscal l'économie pour l'achat d'un bien immobilier (épargne-logement).

- La première, émanant de la Société suisse pour la promotion de l'épargne logement, vise à autoriser les cantons à déduire fiscalement du revenu d'une part jusqu'à 15'000 francs annuels pour une personne seule et 30'000 francs pour un couple pendant dix ans pour l'achat d'un logement et d'autre part jusqu'à 5'000 francs par an pour une personne seule et 10'000 pour un couple pour la réalisation de travaux d'assainissement énergétique sur sa propre maison.
- La deuxième, lancée par l'association des propriétaires fonciers impose aux cantons l'obligation d'introduire une taxation privilégiée de l'épargne-logement.

Aujourd'hui, seul le canton de Bâle-campagne dispose d'un modèle d'épargne-logement similaire avec des réductions fiscales. Il est cependant contesté car il ne concorde pas avec la loi sur l'harmonisation fiscale de la Confédération.

Le Conseil des États a élaboré une contre-proposition indirecte par rapport à ces initiatives. Celle-ci correspond en grande majorité aux demandes des initiants. Elle régule pourtant l'imposition ultérieure dans le cas où aucun bien immobilier n'est acheté. Par ailleurs, les gains en capital et le capital de l'épargne-logement feraient l'objet d'une imposition fiscale.

Explications Pour / contre

Question: L'acquisition d'une propriété d'habitation habitée par le propriétaire lui-même doit-elle être encouragée de manière plus importante grâce à des déductions d'impôts pour l'épargne logement?

Pour

- De nombreuses personnes souhaitent avoir un appartement ou une maison qui leur appartient. L'État doit soutenir ce rêve de propriété d'habitation, comme la Constitution l'exige.
- L'épargne-logement ne sert pas à ceux qui possèdent déjà leur propre logement, mais aux personnes souhaitant devenir propriétaires. Grâce à l'épargne-logement, les jeunes peuvent économiser très tôt pour l'achat ultérieur d'un bien immobilier.
- Par rapport à l'Europe, la Suisse dispose d'un quota de propriétés d'habitation très bas. De ce fait, elle a besoin d'un plus grand soutien de l'État pour l'achat de propriété d'habitation.







Contre

- Les réductions fiscales pour le soutien des propriétés d'habitation favorisent uniquement les personnes aux revenus élevés qui ont de toute façon les moyens de s'acheter une propriété.
- Pour les personnes aux revenus faibles ou moyens, l'économie fiscale est trop faible et une famille ne peut pas mettre 20'000 ou 30'000 francs par an de côté.
- On peut aujourd'hui déjà bénéficier de ressources assujetties à moins d'impôts à partir de la prévoyance vieillesse et les valeurs locales imposables de son propre logement sont en général largement en dessous de ce que les locataires doivent payer pour des logements de même valeur.

Votre recommandation de vote

Mon smartspider:  

Recommandation de vote:  

Candidat-e-s	Correspondance	
1. Philippe Barmettler 1963, PDC	<div><div></div></div> 70.6%	 
2. Olivier Emery 1960, PEV	<div><div></div></div> 65.9%	
3. Valérie Kasteler-Budde 1961, PEV	<div><div></div></div> 65.7%	
4. Claude Keller 1964, PEV	<div><div></div></div> 64.4%	
5. Etienne Rochat 1963, PEV	<div><div></div></div> 64.2%	
6. Sarah Martinez		

J'aimerais soutenir smartvote:  159

Explications

Circonscription: Genève

Nombre de sièges: 11

Participation des candidat-e-s: 127 (75%)

Questions répondues: 18

Candidat-e-s manquant-e-s

Les candidat-e-s suivant-e-s ne figurent pas dans la recommandation de vote parce qu'ils n'ont pas encore répondu au questionnaire de smartvote:

Veuillez choisir une liste

Votre recommandation de vote

J'aimerais soutenir smartvote: 159

Mon smart

Olivier Emery
1960, PEV



Politique & campagne

Informations personnelles

smartspider

Profil

Candidature

Priorités politiques

Mandats politiques

Liens

Vidéos

Agenda de campagne



Election: Elections au Conseil national

Circonscription électorale: Genève

Parti: Parti évangélique

Liste: Parti Evangélique (PEV)

Place sur la liste 1: 5

Profession actuelle: Avocat

Année de naissance: 1960

Lieu de résidence: Landecy

E-mail:

Pourquoi voter pour moi: Intégrité et recherche de l'intérêt public avec intelligence sans dogmatisme stérile

Jean Dupont (exemple fictif)

Photo

Parti politique : Parti Républicain

Âge : ° 18/4/1962

Adresse(s):

Email: Dupont4321@gmail.com

Bureau d'échevin:

Maison communale, Place du Village, 1 à 1234 Outsi-Plou

tél. 012 345 678

3 principaux succès :

- MODERNISATION DE L'ECHEVINAT DES TRAVAUX : réduction de moitié de la durée d'inaccessibilité des routes, synchronisation des travaux des différents impétrants, remise en état de tous les trottoirs, informatisation, délais de paiement respectés.
- EXCELLENCE PROFESSIONNELLE : grande dis à l'univ, nombreuses publications, 16 propositions de lois en 7 ans, doublement du chiffre d'affaires de mon cabinet en 6 ans ; ai gagné 78% des procès devant tribunaux ; répond à tout courrier endéans les 10 jrs.
- VIE SOCIALE ET FAMILIALE : restés unis entre conjoints et avec nos 5 enfants ; parents et enfants sont tous engagés dans des œuvres ; je travaille bénévolement comme administr. d'un orphelinat, et accueille des orphelins chez moi pr certaines fêtes.

4 priorités politiques :

- FISCALITE: plafonner dans la constitution la dette et l'impôt direct. Alléger la fiscalité sur le travail et compenser augmentant la fiscalité sur l'énergie. Remplacer les droits de succession, les préc. imm. et mob. par une taxe unique sur patrimoine.
- EMPLOI : supprimer cotisat. patronales à ONSS et indexation automatique des salaires ; simplification administrative (p.ex. supprimer chèques-repas) ; améliorer formation prof en fusionnant les réseaux officiels ; indemnisation de chômage dégressive ;
- SECURITE : travaux d'utilité publique pour les délinquants ; expérimenter la sous-traitance de prisons au privé ; armer les chauffeurs de bus qui acquièrent le statut nécessaire ; faire respecter la loi obligeant à dénoncer les délits ;
- CHASSE AUX GASPIS : réduction de la dette publique ; suppression des institutions surannées (p.ex. gouvernements provinciaux, certaines intercommunales) ; suppression de la gratuité du séjour en prison ; représentation des Régions à l'étranger.


Programme politique : 

Réponses au questionnaire politique : 

Mandats (politiques et privés) : lien vers www.cumuleo.be

Travail parlementaire : lien vers <http://www.zewerkenvoorjou.be/>

Cité dans ce site :

- 2011 : les travaux publics d'Outsi-Plou cités en modèle de bonne gestion 

Voix de préférence aux dernières élections:

- 2010, élections législatives : liste PR à la Chambre, 547 voix (pénétration 0,7%)
- 2006, élections communales : liste PR d'Outsi-Plou, 256 voix (pénétration 6,3%)

Éducation :

Licencié en Droit, ULB, 1984

Parle couramment : Français, néerlandais, anglais

Curriculum politique :

1983- : conseiller communal d'Outsi-Plou

1985- : échevin des travaux publics à Outsi-Plou

2005- : député PR à la Chambre

2008-2010 : président du groupe PR à la Chambre

Parcours professionnel :

1985-88 : Avocat stagiaire chez Verwilleghem & partners

1989-92 : attaché au Cabinet de M. Dupuis, Ministre de la Fonction Publique

1992-2001 : Fonctionnaire de la Région wallonne, Direction du Logement social

Depuis 2002 : Avocat au barreau de Liège ; collaborateur puis associé au bureau Duralex ; spécialisé en Droit administratif

Publications :

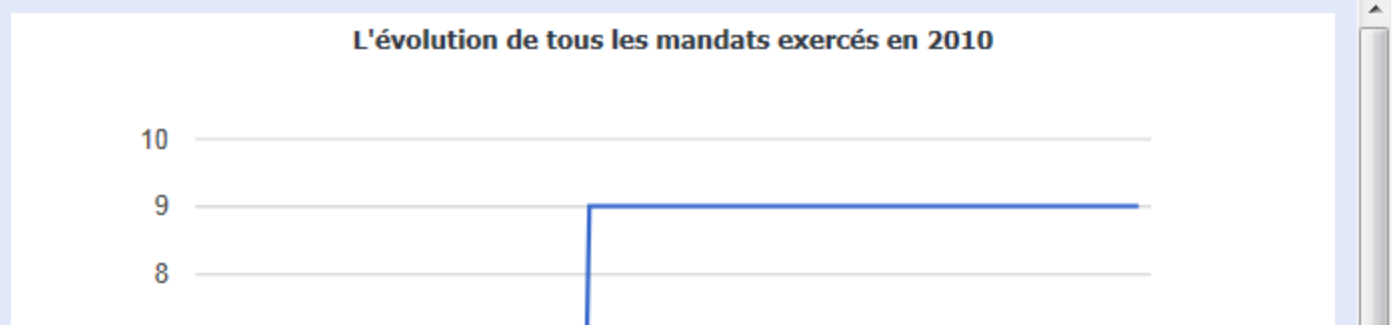
2003 : co-auteur de l'ouvrage « Droit du logement » aux éditions Bruylants

2012. Ils seront ajoutés au site Cumuleo dans les heures qui suivent leur publication.

Les mandats, fonctions et professions exercés par Jean-Marc Gaspard en 2010 (2011)

Fonction	Institution		Début	Fin
Echevin	Ville de Ciney	€	←	2011→
Collaborateur	Gouvernement de la Communauté française, Vice-Présidence et Enseignement supérieur	€	←	2011→
Administrateur-délégué	SPABS Namur	.	←	2011→
Vice-président	SWDE Succursale Meuse Amont	€	←	2011→
Administrateur	Ma Télé	.	←	2011→
Membre du bureau	Ma Télé	.	←	2011→
Administrateur	Solidaris Mutualité	€	01/06/10	2011→
Membre du comité de rémunération	Solidaris Mutualité	€	01/06/10	2011→
Inspecteur enseignement	-	€	←	2011→

2011→ Ce mandat se poursuit en 2011. Le détail des mandats exercés 2011 sera publié par la Cour des comptes mi-août 2012. Ils seront ajoutés à Cumuleo dans les heures qui suivent.



» Accédez à

STATISTIQUES



» Statistiques
» Baromètre

F.A.Q - A



» F.A.Q (Frequently Asked Questions)
» A propos

ACTUALITÉS



» Actualités
» Résultats

NEWSLETTER



Solutions : l'observatoire citoyen

- 'Test-achats' des électeurs:
 - Répertoire politique
 - Boussole électorale pour sélectionner les candidats
 - Analyse de l'accomplissement des promesses électorales
- Tous les citoyens sont des contribuables: observatoire de la gestion publique
 - Enquêtes sur les dépenses publiques:
 - Avec indication des enjeux: économies réalisées/réalisables
 - Avec indication du nom des responsables politiques
 - Après avoir obtenu la réaction de ces responsables politiques concernés
 - Avec suivi des promesses faites par les décideurs politiques
 - Dossiers sur le service public:
 - Couplés à des sondages d'opinion
 - Assortis de propositions produites par des think-tanks
 - Centre de documentation:
 - Publication d'informations sur la finance publique (facts & figures)
 - Newsletter sur l'actualité fiscale.

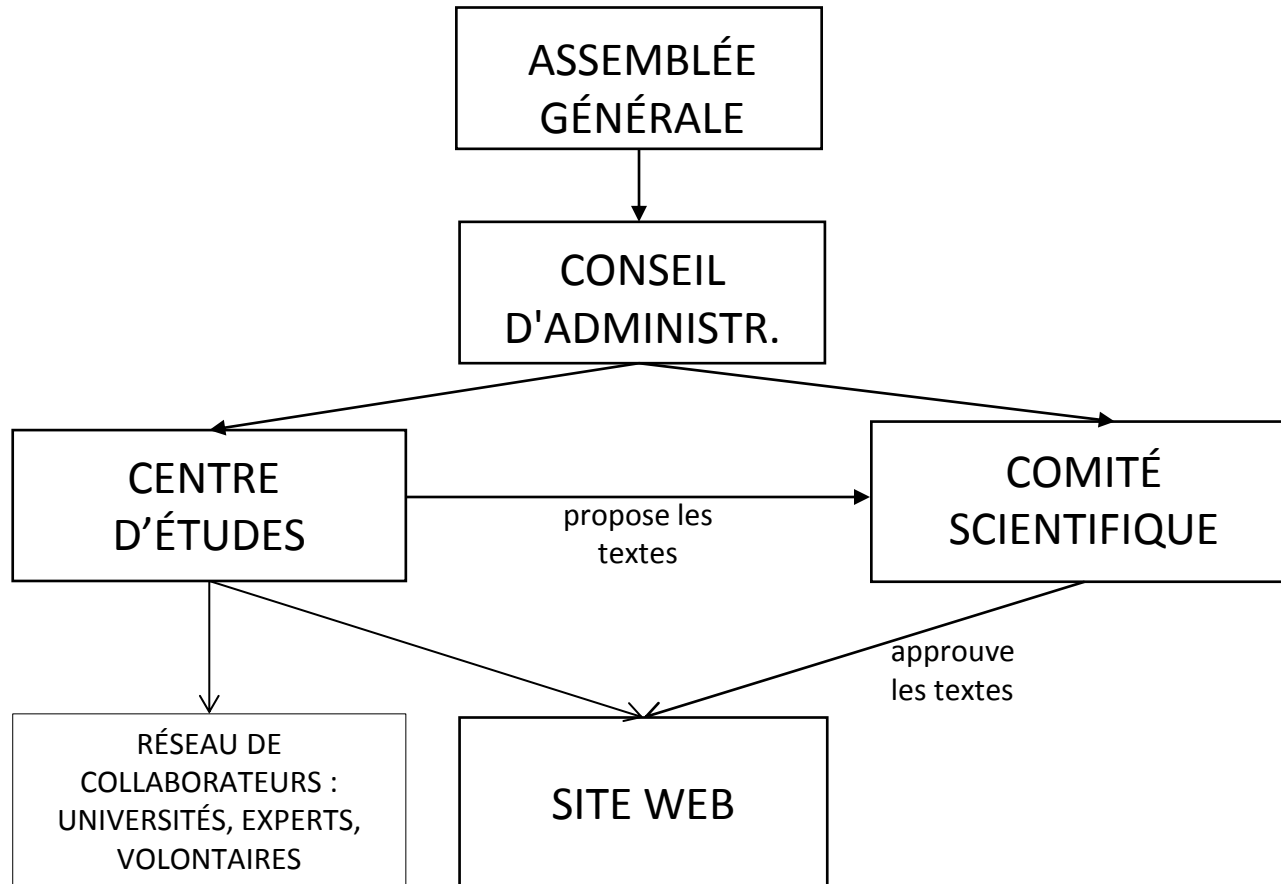
Charte de l'ASBL NousCitoyens

- **La transparence :**
génère la confiance, et redorera donc le blason des responsables politiques méritants.
- **Outils pour le citoyen**
Susciter l'intérêt du citoyen pour la politique en lui offrant des outils au goût du jour, alliant rigueur scientifique, facilité de consultation et attrait médiatique.
- **Neutre et pluraliste**
NousCitoyens veut représenter les citoyens le plus largement possible. L'association ne se substitue pas aux responsables politiques pour opérer les nombreux arbitrages politiques: elle ne prend pas position.
- **Améliorer la consultation populaire:**
Prise en compte des votes de préférence, referendum, vote par Internet.
- **Améliorer la qualité de la fiscalité:**
Pour une réforme en profondeur, NousCitoyens ne prend pas position sur le niveau de 'pression fiscale'.
- **Gestion publique**
Efficacité de l'allocation des moyens aux fins. Constater les lacunes. Motivation des fonctionnaires. Enquêtes sur le rapport qualité/coût du service public. Bench-marking. Responsabilisation des acteurs. Remises en question.
- **Politique d'endettement responsable**

Avantages particuliers de NousCitoyens

- Boussole électorale pour candidats (et pas seulement pour partis)
- Répertoire politique: supérieur à tout ce qui existe
- Impact sur les responsables politiques:
 - Faible impact des initiatives existantes: médias, recommandations de votes émanant de divers groupes, etc.
 - Dans le répertoire politique figurera la liste des articles de NousCitoyens où la personne répertoriée est citée
 - Cette synthèse est unique !
 - Possibilité d'un 'rating populaire' par article
- Neutralité : ni de gauche, ni de droite

ORGANES de l'ASBL belge



Références

- WeCitizens est à l'origine de la formation d'un consortium (8 pays)
 - Belgique: www.wecitizens.be
 - Italie: www.openpolis.it
 - Allemagne: www.abgeordnetenwatch.de
 - Pologne: www.mamprawowiedziec.pl
 - Espagne: www.fundacionmgimenezabad.es
 - Luxembourg: <http://www.politikercheck.lu/>
 - Irlande: <http://www.dailwatch.ie/>
 - France: <http://questionnezvoselus.org/>
- Le comité scientifique de NousCitoyens:
 - Baudewyns, Pierre, Chargé de cours en sciences politiques à l'UCL
 - Frogner, André-Paul, Professeur émérite en sciences politiques à l'UCL
 - Poirier, Philippe, Professeur associé de science politique, coordinateur du programme gouvernance européenne à l'Université du Luxembourg
- Partenariat avec initiatives existantes:
 - www.cumuleo.be (mandats des responsables politiques belges)
 - <http://www.zewerkenvoorjou.be/> (activité des parlementaires flamands)
 - Membre de Taxpayers Association of Europe (TAE) <http://taxpayers-europe.org/>

Perspectives

Calendrier d'action de 'NousCitoyens'

- Mars 2013: site web en trois langues
- Mai 2013: présentation à la presse de:
 - Première version du répertoire politique
 - Bulletin d'actualité fiscale
- Été 2013:
 - démarrage des enquêtes sur la gestion publique
 - Rubrique « Facts & Figures »: publication sur le site web des bilans et comptes de résultats des Pouvoirs publics
- Mai 2014: offre en ligne de la boussole électorale

Perspectives

Les citoyens peuvent défendre leurs intérêts :

- Devenir membre de 'NousCitoyens' ; cotisation déductible fiscalement comme dépense professionnelle
- Faire un don
- S'engager comme volontaire, expert
- Fournir des informations, des études ou enquêtes
- Sponsoriser des enquêtes
- Nous inviter à donner des conférences
- Nous faire connaître en distribuant le dépliant et/ou en transmettant le lien vers notre site web
- Utiliser la boussole électorale lors des élections. Ne voter que pour des candidats transparents.